

**Convention collective**  
**IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES**  
**(Champagne délimitée)**  
**(2 juillet 1969)**  
(Etendue par arrêté du 25 février 1972,  
*Journal officiel* du 19 mars 1972)

---

**AVENANT N° 192 DU 17 MARS 2014**

NOR : AGRS1497246M  
IDCC : 8216

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de mettre la convention collective en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

**Article 1<sup>er</sup>**

A l'article 64 « Garanties incapacité de travail, invalidité et décès », le premier alinéa est modifié comme suit :

Les termes « au profit des salariés non cadres » sont remplacés par les termes « au profit des salariés non cadres, c'est-à-dire ceux ne relevant pas de la convention collective nationale du 2 avril 1952 et de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ».

**Article 2**

Au même article 64, dans le paragraphe *a* « Garantie incapacité de travail », le premier alinéa est modifié comme suit :

Les termes « ils justifient de 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les termes « ils justifient de 6 mois d'ancienneté ».

**Article 3**

Au même article 64, dans le paragraphe *b* « Garantie invalidité » :

- le premier alinéa est modifié comme suit : les termes : « ils justifient de 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les termes : « ils justifient de 6 mois d'ancienneté » ;
- le deuxième alinéa est modifié comme suit : les termes : « son montant (sous déduction de la pension ou de la rente MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 30 % du douzième de la somme perçue au cours des 4 trimestres civils précédant l'arrêt de travail » sont remplacés par les termes : « son montant (sous déduction de la pension ou de la rente MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 30 % du salaire mensuel brut de référence. Celui-ci est égal au douzième des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date d'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut

calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise ».

#### Article 4

Au même article 64, dans le paragraphe *c* « Garantie décès », 1 « Capital décès », le huitième alinéa est modifié comme suit :

Les termes : « le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès » sont remplacés par les termes : « le salaire brut pris en compte est celui des 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois ».

Dans le même article, au neuvième alinéa, les termes : « le cocontractant d'un Pacs est assimilé à un conjoint non séparé de corps » sont remplacés par les termes : « le cocontractant d'un Pacs ou le concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune avec le salarié décédé ou ayant au moins un enfant en commun avec le salarié décédé sont assimilés à un conjoint non séparé de corps ».

#### Article 5

Au même article 64, le paragraphe *c* « Garantie décès », 5 « Maintien de la garantie décès », est modifié comme suit :

« 5. Maintien des garanties décès et invalidité en cas de suspension du contrat de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou maternité

Les garanties décès et invalidité sont maintenues aux salariés sans versement de cotisation, pour tout mois civil complet d'absence. »

#### Article 6

Au même article 64, dans le paragraphe *a* « Garantie incapacité de travail », le deuxième alinéa est modifié comme suit : les termes : « de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation MSA comprise) soit égale à 80 % du salaire brut du salarié » sont remplacés par les termes : « de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation MSA comprise) soit égale à 90 % du salaire brut du salarié ».

#### Article 7

Au même article 64, dans le paragraphe *d* « Dispositions communes », 1 « Cotisations » :

- le premier alinéa est modifié comme suit : les termes : « la garantie incapacité de travail est financée par une cotisation fixée à 0,38 % des rémunérations brutes » sont remplacés par les termes : « la garantie incapacité de travail est financée par une cotisation fixée à 0,42 % des rémunérations brutes » et les termes : « justifiant de 1 an d'ancienneté continue » sont remplacés par les termes : « justifiant de 6 mois d'ancienneté continue » ;
- le deuxième alinéa est modifié comme suit : les termes : « justifiant de 1 année d'ancienneté continue » sont remplacés par les termes : « justifiant de 6 mois d'ancienneté continue » ;
- le dernier alinéa est remplacé par les termes :

« En résumé, les cotisations des garanties du régime de prévoyance des salariés non cadres sont ainsi réparties :

(En pourcentage.)

RÉMUNÉRATION BRUTE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TOTAL
Garantie décès	0,11	0,08	0,19
Garantie incapacité temporaire de travail	0,042	0,378	0,42

RÉMUNÉRATION BRUTE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TOTAL
Garantie invalidité	0,145	0,435	0,58
Total	0,297	0,893	1,19
Assurance charges sociales patronales	0,015	—	0,015
Total	0,312	0,893	1,205

### Article 8

Au même article 64, au paragraphe *d* « Dispositions communes » est ajouté un 4 « Portabilité », rédigé comme suit :

#### « 4. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

### Article 9

A l'article 64 *bis* « Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite », au premier alinéa, les termes : « une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,24 % des rémunérations brutes » sont remplacés par les termes : « une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,23 % des rémunérations brutes ».

### Article 10

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> juin 2014 ou, au plus tard, le premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

### Article 11

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 17 mars 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Syndicat général des vignerons de la Champagne.

#### **Syndicats de salariés :**

UR CFDT ;

UR CFTC ;

UR CGT ;

UR CGT-FO ;

UR CFE-CGC.